



**HAL**  
open science

## L'émergence du développement local le cas de Bóly en Transdanubie méridionale

Marie-Claude Maurel, Peter Pola

► **To cite this version:**

Marie-Claude Maurel, Peter Pola. L'émergence du développement local le cas de Bóly en Transdanubie méridionale. Maria Halamska, Marie-Claude Maurel. Les acteurs locaux à l'épreuve du modèle européen LEADER : France, Hongrie, Pologne, Centre français de recherche en sciences sociales (CE-FRES), pp.149-184, 2010. halshs-00498431

**HAL Id: halshs-00498431**

**<https://shs.hal.science/halshs-00498431>**

Submitted on 7 Jul 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Les acteurs locaux à l'épreuve  
du modèle européen LEADER**

**France – Hongrie – Pologne**

# **Les acteurs locaux à l'épreuve du modèle européen LEADER**

**France – Hongrie – Pologne**

sous la direction de  
Maria HALAMSKA  
et  
Marie-Claude MAUREL

Prague, CEFRES  
Varsovie, IRWiR PAN

© CEFRES/IRWiR PAN, 2010

CEFRES

Centre français de recherche en sciences sociales

USR 3138 CNRS-MAEE, Vyšehradská 49, CZ-128 00 Prague 2

[www.cefres.cz](http://www.cefres.cz)

IRWiR PAN

Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa Polskiej Akademii Nauk

Ul. Nowy Świat 72, PL-00-330 Warszawa

[www.irwirpan.waw.pl](http://www.irwirpan.waw.pl)

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet  
Aldetec – Action locale et développement territorial  
en Europe centrale – financé par l’Agence nationale  
de la recherche n° ANR-08-BLAN-0270-01.

ISBN 978-80-86311-22-7 (CEFRES)

ISBN 83-89900-34-3 (IRWiR PAN)



## **L'ÉMERGENCE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL : LE CAS DE BÓLY EN TRANSDANUBIE MÉRIDIIONALE**

*Marie-Claude Maurel,  
Peter Póla*

En moins d'un demi-siècle, la société locale de Bóly a traversé deux ruptures de système, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale lorsque s'effondre l'ancien ordre social, au tournant des années 1990 quand disparaît le régime communiste. Le déroulement de ces événements a son importance pour comprendre les mutations structurelles déclenchées. L'objet d'étude est une totalité formée par une société locale et son territoire. Celui-ci n'est pas défini a priori. On part du cœur du système, la commune de Bóly, siège d'un certain nombre d'institutions économiques et sociales, dotée de commerces, d'offices administratifs et d'équipements qui en font un centre de services à l'échelle locale. On suit les transformations des cadres fondamentaux de la vie économique et sociale et les changements de structure du territoire qui les accompagnent, d'abord au cours du demi-siècle qui va de l'imposition du système collectiviste jusqu'à son démontage progressif dans les années 1990, puis à partir de son entrée dans la programmation européenne qui ouvre sur une nouvelle conception du développement local. À travers l'étude de ce système local dont Bóly s'affirme progressivement comme le pôle, on tente d'analyser le rapport entre le temps social de la transformation post-socialiste et le temps de la recomposition des structures spatiales des territoires ruraux. Il s'agit de comprendre comment, à cette échelle, s'articulent changement social et changement spatial. Lorsque les modes d'appropriation et les formes sociales changent,

quel rôle joue la « matrice » spatiale ? L'inertie relative des héritages spatiaux et leur rôle de frein dans la transformation ont souvent été soulignés. La question du changement spatial est en réalité plus difficile à cerner en raison des temps multiples dans lesquels se forment, disparaissent et parfois ressurgissent les structures spatiales, témoignant ainsi de rémanences. Bien qu'il ne soit jamais entièrement indépendant des transformations sociales, le changement spatial peut s'opérer selon des temporalités qui lui sont propres.

La méthode d'observation répétée qui a été la nôtre a pour dessein de restituer un tableau en mouvement constant au cours de la transformation de système. Elle procède à partir de coupes temporelles, du début des années 1990, à la fin de la décennie 2000<sup>1</sup>, qui permettent d'apprécier les ruptures et les continuités. Pour décrire la bifurcation de système, l'étude repère les sauts brusques de nature qualitative qui remodelent le système socio-spatial (l'introduction d'un nouveau système institutionnel au tournant du changement de régime, la mutation des relations de propriété découlant des privatisations). L'enquête de terrain a porté sur les institutions – le combinat agricole, la coopérative de production agricole, le conseil municipal – qui ont constitué les cadres fondamentaux de la vie économique et sociale de la campagne collectivisée. Le changement politique à la tête de la municipalité, intervenu dès l'automne 1990, a été la transformation la plus déterminante. La mutation économique a été plus progressive. La transformation de la coopérative et celle du combinat se sont inscrites dans le dispositif de privatisation de l'agriculture (défini à partir de 1992-1993) mais elles s'apparentent à une reconversion des structures foncières sans modification des formes d'exploitation agricole du sol. Au cours de la décennie 1990, le changement est devenu plus évident avec l'affirmation du rôle de Bóly en tant que pôle de croissance à l'échelle micro-régionale. C'est le résultat de la résilience du combinat agricole mais surtout de la politique de développement local impulsée par la municipalité, concentrée sur la valorisation des ressources (présence d'une active communauté souabe, redécouverte du patrimoine paysager et culturel du

---

<sup>1</sup> Au total, dix missions de terrain ont été effectuées dans la commune de Bóly en 1991, 1993, 1995, 2002, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009.

vignoble), puis de la mise en œuvre de territoires de projet (association intercommunale, formation d'un groupe d'action locale, etc.)

## **BÓLY, À L'AUBE DU CHANGEMENT DE SYSTÈME**

### **Le paysage de la campagne collectivisée<sup>2</sup>**

La masse compacte du village de Bóly se découvre dès l'embranchement de la route qui relie le chef-lieu de département, Pécs, à la petite ville de Mohács sur le Danube. Les vastes étendues de terres cultivées laissent place au bâti villageois sans solution de continuité. Autour des frondaisons d'un vaste parc, abritant l'ancien manoir de la famille Batthyany-Montenuevo, face à l'église catholique de style baroque (achevée en 1746), les habitations s'étirent le long des artères formant l'armature de la localité. Les façades cossues des demeures édifiées au XIX<sup>e</sup> siècle par les familles souabes, donnent directement sur la chaussée, en arrière de fossés d'écoulement des eaux pluviales. Les vestiges de l'aisance matérielle de la communauté souabe qui vivait avant la Deuxième Guerre mondiale dans le village de NémetsBóly sont encore visibles dans le style architectural du bâti, les façades ocre aux fenêtres ornées d'encadrements de stuc et aux larges portails ouvrant sur des cours intérieures. L'allure décrépite de la plupart des bâtiments ajoute au charme suranné de cet espace central dont l'animation se limite à la circulation des piétons et des cyclistes. Après la fermeture des commerces et des services en début d'après-midi, la localité s'assoupit complètement jusqu'au lendemain. En sortant du village, en direction de Villany, un bâtiment rectangulaire de style moderne dresse ses deux étages de bureaux. Il s'agit du siège du puissant combinat agro-industriel de Bóly qui étend son emprise foncière sur plus de 20 000 hectares et disperse ses établissements de production sur une distance de 70 km. À ses côtés, le siège de la coopérative de production agricole, installé dans une ancienne demeure paysanne, fait plus modeste figure. À la périphérie du noyau central, de nouveaux lotissements pavillonnaires, signes d'un enrichissement relatif de la population,

---

<sup>2</sup> La description du territoire de la commune de Bóly qui suit se réfère à l'état des lieux en 1991.



ont surgi. Les enclos qui entourent ces nouvelles maisons individuelles ont l'allure de jardins d'agrément (*hobby kert*). Dans les parties les plus anciennes de l'*intravilan*, l'activité productive sur les petites parcelles de terre, contiguës à l'habitat traditionnel paysan, demeure très développée. L'intensité de la fonction vivrière, au cœur du genre de vie des petits producteurs individuels, est une donnée importante comme l'attestent nos premières enquêtes, à l'automne 1990. Retraités et membres de la coopérative, salariés de la ferme d'État pratiquent toute une gamme de productions végétales et animales dégagant d'appréciables revenus complémentaires. À proximité du noyau villageois, les parcelles dévolues à cette petite agriculture sont imbriquées aux équipements détenus par la coopérative, l'atelier de réparation des machines situé sur un vaste terrain, à la sortie du village, sur la route de Töttös, ou l'ancien cellier de la famille Sziebert, en face du cimetière et du mausolée des Batthyani-Montenuevo. En direction du village voisin de Szajk, les anciens celliers viticoles s'égrènent sur les coteaux portant un vignoble résiduel qui domine la vallée du ruisseau de Versend.

Le système collectiviste s'est approprié tous les biens des anciennes classes possédantes, l'aristocratie comme la paysannerie, et a surimposé son empreinte sur des structures spatiales de longue durée (remontant pour les plus anciennes au XVIII<sup>e</sup> siècle, au lendemain de la fin de l'occupation ottomane). La plus grande partie du bâti pré-communiste a été intégrée à la nouvelle structuration spatiale. Cette remarque s'applique en particulier aux manoirs, haras et caves, objet des expropriations de la deuxième moitié des années quarante, qui font partie des biens d'État détenus par le combinat. Les noms des lieux-dits ont conservé la trace de ces anciennes formes d'appropriation (Békaspuszta, Sziebertpuszta, Trischler-puszta). Le parcellaire en grandes unités de culture, les nouveaux bâtiments d'exploitation, les complexes d'élevage et les unités de transformation des céréales, ont imposé leur marque dans le paysage agraire. À la veille de la transformation de système, tous ces équipements font la fierté des dirigeants du combinat et des responsables de la coopérative. Dans une région aux sols d'une exceptionnelle fertilité agricole, le paysage agraire présente l'expression la plus achevée de la grande agriculture socialiste.

De toutes les localités rurales de la région, Bóly, avec ses 3500 habitants, est la plus importante. Elle abrite le siège d'un conseil

commun qui regroupe, depuis 1973, les villages de Töttös (500 hab.) Nagybudmer (160), Borjad (400), Pocsa (180), Kisbudmer (130). Au tournant des années 1990, Bóly renvoie l'image d'une société relativement égalitaire de travailleurs et de petits producteurs jouissant d'un bon niveau de vie. La plupart des habitants sont employés dans les entreprises agricoles de la commune ou dans le secteur du commerce et des services publics (poste, école, cabinet médical, institution spécialisée pour orphelins handicapés). Une partie se dirige vers Pécs, le chef-lieu de département, dont l'offre en matière d'emplois est plus diversifiée.

## **Retour sur les ruptures de l'après-guerre**

### ***Disparition de la paysannerie***

Derrière cet aimable tableau, se cachent les traces plus difficilement perceptibles d'un passé cruel. Repeuplée à la fin de l'occupation ottomane par des colons allemands, la *Baranya* présente un profil multi-culturel : Allemands, Croates, Tsiganes constituent les principales minorités. Leur importance est variable d'une localité à l'autre. Certains villages sont considérés comme Allemands par les gens du cru. Expulsés en septembre 1946, les Allemands sont revenus quelque temps plus tard.

Les descendants des colons allemands, établis au XVIII<sup>e</sup> siècle, formaient une société hiérarchisée, de langue germanique (un dialecte souabe) et de confession catholique, fortement structurée par des organisations sociales (par profession, classes d'âge et sexe). Artisans et riches paysans constituaient la couche supérieure caractérisée par son mode de vie petit-bourgeois. Les valeurs de travail, d'austérité et d'autorité régissant l'ethos de cette communauté allemande imprégnaient l'ensemble des relations sociales. Une série d'événements tragiques a mis fin à ce mode d'organisation sociale dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. Personne, au début des années 1990, ne se hasarde à narrer ces faits. Dès les premiers échanges d'information, l'histoire de la société locale, composée de groupes d'origine ethnique différente, ressurgit néanmoins : familles souabes expulsées le 3 septembre 1946, familles « slovaques » déplacées de Haute Hongrie

(village de Nagyed et Csallóköz), arrivées dans le village, le 17 septembre de la même année et installées dans les maisons vides des paysans souabes. L'expulsion des paysans souabes<sup>3</sup>, expropriés de leurs biens et de leurs terres, a été la première étape d'un processus conduisant à la destruction complète de la paysannerie et de son mode de production, en deux vagues de collectivisation, au début puis à la fin des années cinquante. Toute cette période est ponctuée de luttes sociales extrêmement vives, attisées par la réforme agraire puis la collectivisation, à l'initiative du Parti communiste. En deux décennies, structures sociales et mode d'exploitation paysan de la terre ont été complètement bouleversés. Leur liquidation s'est soldée par un gaspillage de ressources, de savoir-faire et de compétences dont le secteur agricole a eu par la suite du mal à se remettre.

De la progression chaotique du processus de collectivisation, il faut retenir la violence des luttes sociales, la volonté de dépossession des élites paysannes de leurs biens voire leur élimination et l'aggravation des clivages ethniques du fait des déplacements de populations. Le mode d'organisation économique et sociale de la société paysanne d'avant guerre a disparu. C'est à partir des terres d'origine paysanne que l'assise foncière de la coopérative « Kossuth » de Bóly et de Töttös a été constituée<sup>4</sup>. Au cours de la décennie soixante, le remembrement des terres a progressivement effacé les marques antérieures de la propriété paysanne.

### ***Des grands domaines à la propriété d'État***

À côté des terres mises en valeur par les communautés paysannes, de grands domaines avaient été attribués par le pouvoir impérial à de grandes familles aristocratiques<sup>5</sup> au lendemain de l'occupation

---

<sup>3</sup> Certains ne sont jamais partis. C'est par exemple le cas à Liptod, un village à l'écart des grands axes de circulation, entouré de bois, où les familles allemandes se sont cachées pendant quelques mois.

<sup>4</sup> À Bóly et dans le village voisin de Töttös, les premières coopératives agricoles ont été établies dès l'automne 1949 à l'initiative de groupes sociaux ayant eu un passé de prolétaire.

<sup>5</sup> À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le plus grand propriétaire foncier était l'archiduc Albrecht de Habsbourg qui possédait le majorat de Karolymayor dont le siège était à Satorhely, à une dizaine de kilomètres de Bóly, et qui s'étendait sur une superficie de 10 293 hectares. L'archiduc Frigyes possédait 460 ha à

ottomane. Tous ces grands domaines avaient introduit des modes de mise en valeur hautement productifs pour l'époque. Dans le cadre de la réforme agraire intervenue au lendemain de 1945, ces biens ont fait l'objet d'expropriations et ont formé la base foncière des premières fermes d'État. À l'époque, les biens du « fonds de réserve d'État » comprenaient les terres que les grands propriétaires ne pouvaient conserver (au-delà du seuil de 115 ha) et les biens confisqués à d'autres catégories de propriétaires (les familles souabes expulsées en 1946-1947 puis, plus tard, les biens remis à l'État par les paysans sous la pression des livraisons obligatoires). Après une période de grande confusion, au lendemain de la réforme agraire, en 1949, la ferme d'État de Bóly a été fondée, sur une superficie de 3000 ha dont les deux tiers étaient d'origine paysanne, le tiers restant provenant du domaine Montnuevo et des biens confisqués à deux riches familles souabes (Sziebert, 287 ha, Müller, 172 ha). Entre 1949 et 1956 à diverses reprises, la ferme d'État fut réorganisée, puis des fusions successives portèrent son assise foncière à 13 800 ha en 1961. À partir de 1977, la ferme d'État devient le combinat de Bóly. À la veille de nouveaux changements, en 1991, le combinat regroupait plus d'une douzaine d'établissements de production dont six exploitations agricoles, des ateliers de production animale, des usines de transformation des produits agricoles et des installations portuaires sur le Danube, à Mohács. Avec plus de 2000 salariés, l'entreprise était le principal employeur de la région. Elle était considérée comme le fleuron de l'agriculture hongroise et figurait en tête du palmarès des combinats agricoles les plus performants du pays.

## **LES CHANGEMENTS INITIAUX AU LENDEMAIN DE 1989**

Au lendemain de 1989, les premiers changements s'inscrivent dans le contexte de la transition de système. Les réformes concernent l'édification d'institutions démocratiques, le passage au marché

---

Ormanypuszta, l'évêché de Pécs détenait 2170 ha, le domaine Batthyany-Montnuevo s'étendait sur 632 ha, la propriété Zsolnay-Mattasovsky, à Bar, comptait 115 ha.

comme mode de régulation économique et le rétablissement de la propriété privée. La disparition du régime socialiste se traduit par un changement radical du système politique. Mise en œuvre dès 1990, la réforme de l'administration locale introduit les principes du modèle institutionnel occidental, fondé sur la démocratie politique et l'autonomie locale. Il prend la suite d'un système unifié d'administration publique qui disposait du monopole de la propriété d'État et du monopole financier du budget. Ce changement entraîne une recomposition du système d'action local et une nouvelle structuration de la scène politique.

### **Une nouvelle gestion municipale**

Essayons de retracer les étapes de la transformation du système local de la petite ville de Bóly. En un temps assez bref, au lendemain des élections municipales de l'automne 1990, le pouvoir change de mains. La scène politique locale se réorganise, d'anciennes forces politiques et sociales refont surface, de nouveaux partis se créent.

Depuis quelques années déjà, les signes annonçant un changement s'étaient multipliés. Le régime de candidatures plurielles, introduit en 1985, avait permis l'accession aux fonctions de président du conseil d'un non communiste. À cette date, une nouvelle association avait été fondée à l'initiative d'un petit groupe de jeunes techniciens et ingénieurs de la ferme d'État. Partie d'un mouvement associatif de défense du patrimoine des villes, l'initiative s'était étendue aux villages et Bóly fut l'une des premières localités à constituer une telle association. Le nom de l'association *Koszeg Védő* signifie « défenseur de la communauté ». Ses animateurs développaient un mode de pensée alternatif. Ils formaient une sorte d'opposition libérale dont les options se démarquaient de celle d'une autre association, *Kolping Csalad*, d'inspiration catholique et de tradition conservatrice<sup>6</sup>.

Aux élections locales de l'automne 1990, à côté de ces associations qui présentent chacune un candidat, trois partis politiques

---

<sup>6</sup> À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'organisation avait son centre à Augsburg. Cette association, dont la fondation remonte localement à 1889, s'adressait aux jeunes artisans. Très active pendant l'entre-deux-guerres, elle avait été suspendue en 1946 pour n'être rétablie qu'au lendemain du changement de régime en 1990.

participent à la compétition électorale. Le Parti des petits propriétaires, un ancien parti reconstitué, présente trois candidats ; l'Alliance des démocrates libres, également trois ; le Forum démocratique, deux. D'autres candidats bénéficient du soutien conjoint de plusieurs associations et/ou partis, parfois jusqu'à quatre, comme dans le cas du candidat au poste de maire, soutenu par l'Alliance des démocrates libres, le Parti des petits propriétaires et les deux associations. Parmi les douze élus au conseil municipal, deux figurent comme candidats indépendants, et un troisième se présente au titre de la minorité allemande. En réalité, les votes sont très personnalisés, la notoriété des candidats jouant bien davantage que l'affiliation politique. Certains représentants de l'intelligentsia locale, assez proches de l'ancien pouvoir local mais sans avoir été membre du Parti communiste, ont tenu à se présenter. Les nouveaux élus sont des gens relativement jeunes, instruits, ouverts à l'esprit d'entreprise et occupant des positions sociales enviables dans la commune. Parmi eux, on compte quatre médecins, deux enseignants, le directeur de la banque, trois ingénieurs et deux techniciens. Cette élite éclairée reflète la structure des groupes d'intérêt locaux et des institutions les plus importantes. C'est un nouveau leader, un ancien employé du combinat agricole, ayant plutôt un profil d'opposant à l'ancien régime, qui accède à la fonction de maire à l'automne 1990.

En mai 1991, le nouveau maire accepte de nous donner un entretien qui permet de retracer son parcours antérieur, de cerner son profil politique et la vision qu'il a de la société locale. Originaire du village de Szajk, il appartient à une famille bi-ethnique allemande et hongroise. Ingénieur, il s'est installé à Bóly où il a construit sa maison. Membre de l'association *Köszég Vedő*, il était passif en politique, « une façon d'exprimer son désaccord avec le régime », précise-t-il. Sur son lieu de travail, il avait pris ses distances vis-à-vis du syndicat officiel. Il déclare n'être membre d'aucun parti : « Je ne suis pas un politicien » affirme-t-il. Il expose sa conception de la gestion des affaires locales et ses priorités : l'école primaire, l'épuration des eaux usées dans la partie du village restée non aménagée, l'aide aux personnes âgées. Ni les services de santé ni l'éclairage public, ni l'entretien des parcs, du cimetière et de la voirie ne sont oubliés dans la longue liste des tâches prises en charge par la municipalité. Le jeune maire ne manque pas de projets mais il

souligne les contraintes qui sont les siennes, l'insuffisance des ressources et le manque d'indépendance financière.

Au cours de l'entretien, il revient à plusieurs reprises sur les questions ethniques pour affirmer sa volonté de surmonter l'hétérogénéité ethnique et l'éventuelle irruption de conflits entre les différentes composantes de la société locale. De son point de vue, les Souabes sont en situation majoritaire même si beaucoup se disent Hongrois et, de fait, les Hongrois se trouvent en situation numérique de minorité. Conscient des problèmes d'identité, notamment des risques de retour du refoulé, après des décennies durant lesquelles ces questions ont été taboues, il entend éviter toute relance des « anciennes traditions », une référence implicite aux organisations sociales qui existaient pendant l'entre-deux-guerres. À mots couverts, on comprend qu'il se méfie des jeux de pouvoir autour de l'association culturelle *Kolping Csalad*. Une autre activité culturelle retient son attention. Il s'agit de la chorale qui rassemble plus de quatre-vingt choristes et dont la tradition est séculaire. Cette activité est susceptible de jouer un rôle de rassembleur de la communauté locale.

C'est désormais le gouvernement local qui assure les fonctions de coordination et d'intégration dans le cadre législatif définissant ses compétences. Dans leur champ d'action, les élus locaux, les organisations sociales, les nouveaux entrepreneurs, bénéficient d'une plus grande autonomie. Ces acteurs locaux s'engagent dans un processus d'apprentissage collectif d'un nouveau mode de gestion des affaires locales et de mobilisation des ressources. C'est l'ensemble du système local qui se recompose. Avec l'instauration de l'autonomie locale, un déplacement des lieux du pouvoir s'est opéré aux dépens du combinat agricole et de la coopérative de production agricole, dont les fonctions se réduisent à la seule activité productive<sup>7</sup>. Principaux employeurs et pourvoyeurs de services collectifs, les deux grandes exploitations agricoles sont confrontées au défi de la décollectivisation.

---

<sup>7</sup> Dès le début des années 1990, le combinat et la coopérative, qui avaient toujours intensément contribué aux programmes de développement du conseil du peuple au niveau local (ces conseils avaient le statut d'organe local du pouvoir d'État) réduisent les services auparavant fournis gratuitement.

## **Une décollectivisation minimaliste**

La transformation du mode de régulation des activités économiques et sociales s'effectue dans le contexte du passage à l'économie de marché. La privatisation, c'est-à-dire l'établissement de droits de propriété sur l'ensemble des biens s'applique à la terre et aux moyens de production dans l'agriculture. Elle entraîne la transformation des anciennes structures collectivistes (fermes d'État, coopératives) et des rapports sociaux au sein de ces entreprises.

### ***La question de la ré-appropriation foncière***

La question du rétablissement des droits de propriété sur la terre s'est posée en préalable à l'adoption du dispositif de transformation des coopératives et à la privatisation des fermes d'État. Les membres de la grande majorité des coopératives étaient restés formellement propriétaires de leurs terres même s'ils en avaient perdu le droit d'usage. Le cas des anciens propriétaires dépossédés de leurs biens ou privés de leurs biens du fait de leur sortie de l'exploitation collective était plus difficile à régler. Il a nécessité l'adoption de trois lois dites de compensation<sup>8</sup>. Le législateur a opté pour un mode de compensation des biens confisqués permettant une ré-appropriation volontaire par les anciens propriétaires. Le dispositif prévoit qu'une partie des terres que possèdent les coopératives et qui forment leur fonds indivis soit mise en vente aux enchères. Seuls les titulaires de bons de compensation peuvent prendre part aux enchères<sup>9</sup>. À partir des informations recueillies par l'Office de compensation et transmises aux coopératives, celles-ci doivent procéder à la délimitation de leurs fonds de terre et décider de la superficie affectée à la mise en vente qui ne peut excéder 50 % du fonds indivis<sup>10</sup>. L'État

---

<sup>8</sup> La première loi, adoptée en juin 1991, prévoyait la compensation des anciens propriétaires privés de leurs biens par le régime communiste après le 8 juin 1949. La deuxième loi, adoptée en mars 1992, étendait la mesure aux personnes victimes d'un préjudice matériel de la part de l'État hongrois entre le 1<sup>er</sup> mai 1939 et le 8 juin 1949. Une troisième loi concerne les victimes de persécutions à caractère politique.

<sup>9</sup> Outre les anciens propriétaires, les résidents locaux et les membres des coopératives peuvent participer à ces ventes, à condition de détenir des bons (qui peuvent être rachetés auprès de leurs détenteurs initiaux).

<sup>10</sup> Dans la coopérative « Kossuth », le fonds indivis provenait du rachat obligatoire de leurs terres aux anciens coopérateurs ou à leurs héritiers (1160 ha) et de terres cédées par l'État (350 ha).



devant lui aussi mettre en vente une partie de son fonds des terres, les exploitations d'État sont tenues d'appliquer la même procédure de délimitation. Dans la région de Bóly, la procédure de compensation concerne en particulier les anciens propriétaires d'origine allemande dessaisis de leurs biens lors de leur expulsion en 1946-1947. En raison du retard avec lequel la deuxième loi de compensation a été adoptée, ils n'ont pu faire valoir leurs droits avant l'été 1992, soit un an après le dépôt des premières demandes prises en compte par l'Office de compensation pour indiquer aux coopératives le nombre et la valeur des demandes portant sur les terres<sup>11</sup>. C'est dans ce contexte spécifique que la coopérative, d'une part, le combinat, d'autre part, procèdent au cours de l'hiver 1992 à la délimitation du fonds des terres.

### ***Une exploitation de type néo-collectiviste***

La transformation de la coopérative agricole a lieu dans le cadre du dispositif défini par les lois adoptées en janvier 1992 qui prévoyaient la « personnalisation » des actifs, la modification des structures, le vote de nouveaux statuts, la désignation des responsables de la coopérative transformée. La coopérative de Bóly, d'une superficie de 2489 ha, d'un type traditionnel quant à son organisation et à son orientation productive, associant cultures céréalières, fourragères et élevage bovin et porcin, suit un itinéraire de conversion représentatif du secteur coopératif hongrois. Consultés par la direction de l'exploitation, en octobre 1991, les membres de la coopérative qui éprouvent des réticences à l'égard des changements se sont massivement prononcés pour le maintien de l'exploitation collective. Comme dans toutes les exploitations collectives, la coopérative procède à la délimitation des fonds de terre, puis à la répartition nominative des « parts d'affaire »<sup>12</sup>. À l'issue de la transformation des statuts, 120 membres actifs et 250 retraités renouvellent leur adhésion. La coopérative loue désormais la terre de ses membres et d'autres petits propriétaires en leur versant une rente foncière. La

---

<sup>11</sup> Ces demandes, déposées au printemps 1992 n'ont pu s'exprimer que lors des dernières opérations de vente aux enchères au cours de l'année 1993, c'est-à-dire dans des conditions où l'offre était déjà réduite.

<sup>12</sup> À l'issue du processus d'attribution des parts, 42,8 % des parts sont détenues par 270 membres retraités, 36,2 % par 176 membres en activité et 21 % du capital se dispersent entre les mains de 248 anciens membres et de leurs héritiers.

superficie cultivée est réduite à 1970 hectares et la situation financière, devenue critique<sup>13</sup>, a imposé un changement de direction.

### ***Le maintien du combinat agricole***

En raison de son importance déterminante dans la production de semences de qualité, le combinat échappe à la décision de privatiser les fermes d'État<sup>14</sup>. Le combinat est réorganisé sous forme d'une société par actions, « Bóly RT », dont l'actionnaire majoritaire est la Compagnie holding pour la Propriété d'État créée en octobre 1992 qui détient 90 % du capital. Dès 1991, une faible partie du capital (7,5 % de la valeur comptable des biens) avait été distribuée aux employés sous forme d'actions en fonction de la durée de leur activité et de leur niveau de salaire. Une faible partie des actions est attribuée gratuitement aux gouvernements locaux. Le combinat entreprend de recentrer ses activités sur la production de semences, de se séparer de certains ateliers (réparation des machines, abattoir) et de la plus grande partie des logements<sup>15</sup>.

Les deux principales structures de production agricole ont traversé la phase initiale de décollectivisation sans encombre, au prix d'ajustements limités qui s'appliquent à la composition de leur capital de production et à leurs statuts juridiques. Ni le périmètre foncier, ni le potentiel d'activité, ni les rapports sociaux de production n'ont été bouleversés. Les directions ont joué la carte de la conservation des structures pratiquement à l'identique. De fait, les deux entreprises abordent la phase de restructuration sans avoir subi de modifications essentielles des rapports sociaux de production. Au sein des deux exploitations, il existait un consensus social fort pour préserver l'acquis et maintenir l'emploi. Ni dans la coopérative, ni dans le combinat, les personnes enquêtées à l'époque ne se sont prononcées en faveur d'un autre modèle d'exploitation agricole.

---

<sup>13</sup> Déficit d'exploitation et endettement atteignent la moitié de la valeur comptable des biens.

<sup>14</sup> Sur les 120 fermes d'État, l'État décide de conserver un droit de contrôle sur 24 d'entre elles.

<sup>15</sup> Entretien au siège du combinat en date du 13 mai 1992.

## **UNE NOUVELLE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DANS LE CONTEXTE DE LA GLOBALISATION**

### **La privatisation du combinat**

Une décennie plus tard, une deuxième vague de transformations s'applique aux anciennes structures de l'agriculture collectivisée. En 2003-2004, le gouvernement décide d'engager la privatisation des dernières fermes d'État. Un bref tableau de la situation à la veille de la privatisation peut être dressé<sup>16</sup>. Devenue une compagnie agricole et commerciale (Bóly RT), le combinat conserve à peu près la même superficie, un peu moins de 20 000 ha de terres d'excellente qualité propice aux cultures de blé, maïs, soja, pois et betteraves sucrières. Ces terres sont louées auprès de l'État (12 500 ha) et de propriétaires privés avec lesquels des baux sont établis pour cinq ans. Une partie de la production végétale reste destinée à la fabrication de semences (usine de *Törökdomb*) qui reste le point fort de l'activité. Le quart du tonnage produit est exporté, une autre partie est transformée en aliments concentrés pour le bétail. Des investissements ont permis de doubler les capacités de transformation. La production animale pose plus de difficultés<sup>17</sup>. Les installations portuaires de stockage, de transformation et d'expédition, situées sur les rives du Danube à Mohács, complètent un dispositif agro-industriel dont l'intégration verticale reste la caractéristique majeure. La rentabilité de chaque branche de production est devenue un impératif et l'on ne peut plus compter sur les profits de la production de semences pour compenser les pertes de certaines branches. L'emploi a été progressivement réduit, par non remplacement des départs à la retraite (1540 employés en septembre 2003), mais cela reste insuffisant. En 2003, un nouveau directeur est entré en fonction. Son inquiétude devant l'avenir de la compagnie est perceptible. Un an plus tard, le combinat est privatisé au bénéfice de la direction et du personnel, dans le cadre d'un montage financier extrêmement

---

<sup>16</sup> Entretien avec le nouveau directeur P. V. au siège du combinat le 11 septembre 2003.

<sup>17</sup> La capacité du complexe d'élevage laitier de Sathorely a été portée de 2200 à 2700 vaches de race Holstein-frisonne. La rentabilité de la production n'est pas assurée. La branche porcine, avec une capacité de 2300 truies se porte mieux. Une des deux porcheries géantes, à Ujmajor, a été rénovée. Le poulailler industriel de Bar est en mauvaise posture. L'élevage de chevaux de race (un héritage de l'aristocratie d'avant guerre) fait la renommée du haras de Békaspuszta et de son champ de course.

complexe sur lequel il est difficile de faire pleinement la clarté<sup>18</sup>. Le capital de l'entreprise agro-industrielle est détenu par des actionnaires locaux (managers, employés, partenaires agricoles intégrés) et par des investisseurs financiers hongrois. À la fin de l'année 2005, cet habile montage financier est remis en cause par le principal investisseur financier qui prend le contrôle du capital.

### **La survie de la coopérative transformée**

En 1999, l'ancienne coopérative a changé de statut pour devenir une société par actions (*Kft*) pour assurer la pérennité du patrimoine. Les lois sur les sociétés offrent davantage de garanties car elles concernent d'autres secteurs de l'économie. La coopérative comptait alors environ trois cent membres et la concentration des « parts d'affaire » était limitée. Au cours du processus, quelques propriétaires extérieurs sont entrés dans la Société anonyme « Bóly Töttös RT », 60 à 70 anciens membres ont vendu leurs parts. À la suite de ce processus, on compte environ 300 actionnaires.

Depuis la transformation de 1992, la superficie est restée identique, 1900 ha de terres en location auprès de 700 propriétaires auxquels est versée une rente foncière. Le profil de production agricole a peu évolué. La production végétale reste orientée vers les semences, le maïs et le colza (pour l'engraissement du bétail). L'exploitation coopère avec le combinat pour la production de semences et de soja. La production animale est spécialisée dans l'élevage porcin (accroissement de capacité de la porcherie de *Töttös*), l'élevage laitier a été supprimé. Le vignoble de l'ancienne coopérative a été liquidé, son activité étant peu rentable. Le paiement de la rente foncière aux propriétaires pèse lourdement et il est difficile de verser des dividendes aux actionnaires. La direction préfère réaliser quelques investissements. L'exploitation emploie 77 personnes, en 2005, soit 48 emplois de moins qu'en 1994. Les années passant et l'espoir de redresser les performances de l'entreprise s'éloignant, le directeur s'avère désabusé.

---

<sup>18</sup> Entretien avec le directeur au siège du combinat le 22 septembre 2005.

La transmission des héritages agraires de longue durée a emprunté des voies différentes, selon qu'il s'agissait de la grande exploitation aristocratique ou de l'exploitation paysanne. À aucun moment, lors du processus de ré-appropriation foncière du début de la décennie 1990, les détenteurs de petites exploitations individuelles et les anciens propriétaires n'ont été tentés par l'aventure de l'exploitation familiale. La trame foncière a subi un processus d'émiettement resté largement virtuel, le parcellaire collectiviste à larges mailles demeurant le support de la mise en culture par les grandes exploitations post-collectivistes. Le collectivisme maintient son empreinte dans le paysage agraire tandis que le mode de production s'adapte aux nouvelles exigences de l'économie libérale. Il y parvient avec plus ou moins de succès. Le combinat d'État, dans une moindre mesure les exploitations coopératives (Bóly-Töttös et Szajk), ont manifesté un comportement résilient, en absorbant les effets de la crise de transition et en adaptant leur structure productive aux nouvelles conditions du marché des produits agricoles. La puissance de la base agro-industrielle édifiée par le combinat et la solidité des liens d'intégration antérieurement établis entre lui et les coopératives partenaires ont joué pour expliquer le maintien de la structure du système agro-industriel.

### **Renaissance du vignoble**

L'activité viticole, traditionnelle dans cette région, avait sensiblement régressé au cours de la période collectiviste. En 1987, la coopérative cultivait un vignoble d'une cinquantaine d'hectares selon un mode industriel. Elle disposait d'un cellier d'une capacité de 4500 hl de vin qui avait autrefois appartenu à une riche famille souabe, les Sziebert. Les parcelles attribuées aux membres de la coopérative au titre de l'économie auxiliaire et celles restées en propriété individuelle, au total un peu plus d'une vingtaine d'hectares, étaient mises en culture par les producteurs individuels. Ces derniers livraient une partie de leur production à la coopérative qui se chargeait de la commercialisation dans le cadre d'un accord avec le combinat d'État de Villany. À partir de 1989, la coopérative a commencé de transférer la mise en culture de son vignoble aux petits producteurs en développant d'abord le colonage partiaire puis en le redistribuant à

ses membres. Avec la perte des marchés de l'ex-bloc soviétique, la vente s'est effondrée et la coopérative a liquidé son activité viticole.

À Bóly comme dans les villages voisins (Versend, Szajk, Nagynyarád, Babarc, etc.), le vignoble s'étend sur les coteaux aux sols bien égouttés. Le quartier des celliers, demeurés propriété privée des habitants, est desservi par des chemins d'accès malaisés. La plupart des producteurs cultivent leur parcelle de vigne à titre d'activité de loisir (*hobby kert*)<sup>19</sup> et la période des vendanges est l'occasion de s'entraider. La vigne et le vin constituent un élément important du mode de vie rural, une forme de sociabilité que la collectivisation n'a pas fait disparaître. Au cours de la décennie 1990, une poignée de petits producteurs ont tenté de relancer cette activité soit à titre principal, soit à titre secondaire. Ils sont aujourd'hui soutenus dans leur tentative de diversification par l'Association de la route des vins blancs, créée à l'initiative du maire de Bóly, lui même producteur de vin. Les profils d'activité de ces viticulteurs se différencient par la taille du vignoble (quelques hectares à une vingtaine d'hectares), le mode de production (artisanal ou professionnel), les débouchés (locaux, nationaux ou européens), l'existence ou non d'une activité d'accueil touristique.

Pour aider les viticulteurs à promouvoir la vente de leur vin, le maire de Bóly a pris l'initiative de créer, en avril 2000, l'association de la route des vins blancs qui regroupe treize communes et quatre-vingt membres qui sont des personnes privées, un centre viticole (doté d'une autorité des vins qui contrôle la qualité), des viticulteurs<sup>20</sup>, des hôteliers-restaurateurs<sup>21</sup>. L'idée provient de la route des vins de Villany, organisée dès 1994. Le programme européen PHARE a souhaité le développement d'un partenariat, une chaîne des routes des vins de Transdanubie. Les quatre associations de la région coopèrent. L'objectif est de contribuer au développement touristique. Un dépliant publicitaire destiné aux touristes a été édité et

<sup>19</sup> Il y aurait dans la région de la route des vins blancs environ 400 producteurs pour qui la viticulture est une activité de loisir.

<sup>20</sup> Pour les producteurs qui exploitent de petites superficies restituées au lendemain de la privatisation des terres antérieurement collectivisées, le vin est un revenu secondaire. Ils manquent de capital et de technologie.

<sup>21</sup> La route des vins regroupe 81 membres : 14 municipalités, 4 syndicats de viticulteurs, 26 viticulteurs de vins de qualité, 13 pensions restaurants, une société de chasse, des associations d'amitié germano-hongroise, austro-hongroise.

mentionne explicitement le financement du programme PHARE<sup>22</sup>. Une maison des vins, dotée d'un caveau de dégustation, aménagée dans le bâtiment qui abrite le musée de Bóly, au cœur de la ville, accueille les visiteurs. Le périmètre d'action de l'association s'étend sur 700 ha de vignobles. Le Président de l'association n'est autre que le maire de Bóly, lui même viticulteur (17 ha). L'association de la route des vins blancs dispose des compétences d'une animatrice qui participe à des expositions et organise des manifestations festives, par exemple la fête « vins blancs - rôtis blancs » qui a lieu chaque année dans le parc de Bóly. Cette région viticole est encore peu connue en Hongrie, il s'avère nécessaire de la promouvoir dans les foires industrielles. Mais l'association manque de ressources propres car les cotisations des adhérents sont faibles.

### **Des implantations industrielles à l'initiative des investisseurs étrangers**

La reconnaissance du principe de la libre entreprise et l'ouverture aux investisseurs étrangers ont stimulé la création de petites et moyennes entreprises. L'arrivée de nouvelles activités s'est accompagnée d'une ouverture de l'économie locale sur l'horizon international avec la création d'entreprises industrielles à l'initiative d'investisseurs étrangers. Entre 1993 et 1995, trois entreprises se sont implantées dans la zone d'activité (*Ipari park*) située à la sortie de Bóly, en direction de Töttös. Le nouveau parc industriel, aménagé à l'initiative de la commune de Bóly, en concertation avec deux communes voisines, s'étend sur 50 ha. Le gouvernement local a pris en charge la réalisation des infrastructures, a versé des aides professionnelles et allégé les impôts au cours des quatre premières années. En 2002, l'impôt sur le chiffre d'affaires des activités industrielles contribuait pour 15 % aux ressources du budget communal. Dans la commune de Bóly, les nouvelles entreprises ont créé 600 emplois, ce qui a permis de résorber localement le problème du chômage<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> Dans le village, il existe un quartier de plus de 400 caves. Beaucoup sont transformées en résidences secondaires et fréquentées par des touristes allemands.

<sup>23</sup> Une entreprise de construction de bâtiments industriels de très bon niveau technologique (à capitaux italiens et hongrois, 130 emplois), une entreprise

Dans trois cas de figure, l'initiative est venue d'un investisseur allemand mettant en œuvre une stratégie de délocalisation de ses fabrications, à la recherche d'une réduction des coûts de main-d'œuvre. La présence d'une minorité souabe a joué un rôle déterminant dans le choix du lieu d'implantation. L'usage de la langue allemande, l'éthos de travail de la minorité allemande sont évoqués par les chefs d'entreprise. En outre, ce potentiel de compétences est valorisé par l'existence d'un capital relationnel. Des contacts plus ou moins anciens ont été établis entre le milieu entrepreneurial allemand et les porteurs de projet. L'entreprise mère, établie en Allemagne, a investi une partie du capital de départ, parfois la totalité, a formé les cadres et détient la maîtrise technologique des fabrications. Ces entreprises appartiennent à la catégorie des petites et moyennes entreprises, elles ont démarré modestement puis ont progressivement développé le volume des fabrications et les effectifs. Les entreprises locales fonctionnent comme des unités de sous-traitance qui reçoivent de l'usine mère les ordres, les matières premières ou les pièces et re-expédient après assemblage des produits finis ou semi-finis. La plupart de ces entreprises ont bénéficié des conditions d'implantation favorables consenties par les municipalités de Bóly et de Szajk, à savoir une offre de terrains viabilisés et des exemptions fiscales durant la période de démarrage. La plupart de ces usines disposent de locaux modernes aux installations fonctionnelles. La disponibilité de la main d'œuvre locale constitue le principal avantage concurrentiel par rapport au marché du travail allemand. Venus des villages voisins par bus, les travailleurs acceptent les contraintes du travail posté et des salaires mensuels moyens de 80 000 forints en 2005 (soit environ 140 euros, c'est-à-dire des niveaux de salaire qui sont dans un rapport de 1 à 5 avec l'Allemagne).

La région de Bóly se positionne avec relativement de succès dans le processus concurrentiel né de l'ouverture du marché hongrois aux investisseurs étrangers. La société locale semble en mesure de répondre aux enjeux de la globalisation, en valorisant des compétences spécifiques, la présence d'une main d'œuvre disposée à s'intégrer dans des chaînes de production dont le commandement est

---

fabriquant des lève-vitres électriques pour l'industrie automobile allemande (à capitaux germano-hongrois, 400 emplois), une entreprise d'assemblage de poêles (à capitaux germano-hongrois, 80 emplois), une entreprise de montage de motocycles installée sur les terrains aménagés par la commune de Szajk.



extérieur sans que celui-ci soit perçu, en raison des proximités culturelles, comme totalement étranger.

### **Une gestion municipale entreprenante**

La municipalité a conduit une active politique d'équipement, en partie grâce à ses ressources propres, en partie grâce à des subventions spécifiques. Le budget s'élevait à 900 millions de forints en 2002. La moitié des recettes proviennent des subventions d'État, et 15 % des impôts locaux. Il s'y ajoute des ressources propres fournies par les revenus de la propriété communale. Les dépenses sont constituées par les salaires des employés (363 MF), le fonctionnement des institutions locales (166 MF). Des subventions et aides sociales sont versées aux associations culturelles et civiles, à l'Église, aux ateliers d'apprentissage. En 2003, la part des ressources propres a augmenté (52 %) et les dotations de l'État accordées sur une base normative ont diminué. Plusieurs équipements ont été réalisés au cours de la décennie écoulée : l'installation du tout-à-l'égout et d'un réseau Intranet, des travaux d'entretien de la voirie. Des réalisations en matière de logement et d'équipement urbain ont vu le jour qui attestent de la nouvelle attractivité de la ville. Des appartements pour installer les jeunes ménages ont été aménagés grâce à une subvention obtenue dans le cadre d'un programme de construction de logements sociaux financé par l'État.

Avec l'aide des programmes européens PHARE, puis SAPARD, l'école et le cabinet dentaire ont été rénovés. Le parc municipal a été rénové, des arbres plantés et des trottoirs aménagés, le long des rues. Un système pour l'écoulement des eaux de pluie a été édifié et sur l'emplacement des fossés des parkings ont été aménagés. De nouvelles rues ont été viabilisées. Les nouveaux lots de terrain ont été achetés par de jeunes ménages et par de nouveaux arrivants venus des villages voisins. Les routes qui desservent le quartier où se trouvent les celliers ont été asphaltées.

La municipalité n'entend pas rester sans initiative en matière de préservation de l'environnement. La question de l'épuration des eaux a été résolue, une station a été construite dont la capacité est de 4000 t/an. Un dossier de financement pour une unité de traitements

des carcasses d'animaux a été monté. Bóly veut édifier une usine de biogaz. L'exploitation de la géothermie est un succès relatif, (chauffage des équipements publics). Le maire prévoit de déposer la candidature de la ville auprès de fonds norvégiens pour l'aide au développement des énergies alternatives.

Le maire envisage dans un futur proche de développer la fonction touristique en relation avec l'accueil des enfants handicapés. Pour répondre à la demande des familles d'enfants handicapés (en Allemagne et en Autriche), il s'agirait de proposer des formules adaptées à ce tourisme thérapeutique. La municipalité entend développer le tourisme dans le cadre d'une véritable stratégie de développement local dont le champ d'intervention déborde le périmètre de la commune.

Les résultats de cette active politique d'aménagement et d'équipement urbain qui a fait ses preuves ont fortement consolidé l'autorité du maire et son rôle de leader au sein de la société locale. Réélu à cinq reprises, il s'appuie sur un conseil municipal presque entièrement renouvelé depuis son accession à la fonction. Un nouveau mode d'articulation des intérêts politiques et économiques se met en place sur la scène locale dont le maire est la figure clé. En affirmant son autorité au fil des mandats, il s'est mué en véritable entrepreneur du développement local. Mais son action ne se limite plus au territoire de la commune. Désormais, il s'efforce d'étendre son influence en prenant toute une série d'initiatives dans le domaine du développement local.

## **UN NOUVEAU SYSTÈME SPATIAL**

### **L'affirmation de Bóly en tant que pôle de croissance à l'échelle micro-régionale**

En ce qui concerne l'évolution récente de la population, la ville de Bóly et les communes qui l'entourent enregistrent les évolutions les plus favorables au sein de la micro-région statistique. Plusieurs localités ont vu croître le nombre de leurs habitants, une situation suffisamment rare dans la Hongrie rurale pour être dûment soulignée. Versend, Bóly, Borjad, Szederkeny, Sathorely figurent

parmi les communes qui accroissent leur population résidentielle, Szajk est en situation de quasi stabilité, Töttös et Nagynyarad perdent 10 % de leurs habitants. Cette dynamique reflète l'inégale attractivité de ces localités. Seule la petite ville de Bóly et les villages desservis par la route Pécs-Mohács accueillent de nouveaux habitants. À l'exception de la commune de Versend, toutes les localités enregistrent pourtant un bilan naturel négatif, les décès l'emportant sur les naissances dans des communautés rurales qui ont tendance à vieillir.

Les dynamiques démographiques doivent être rapprochées des données exprimant la situation économique. Bóly est l'une des communes où le nombre d'entreprises pour 1000 habitants est le plus élevé de toute la micro-région statistique. Les communes voisines de Szajk et Szederkeny révèlent aussi des ratios élevés. Cet état de fait procède de la politique d'accueil de nouvelles entreprises poursuivie par les trois municipalités. Elles drainent les travailleurs d'un bassin d'emploi étendu aux communes environnantes. Le taux de chômage est faible se maintenant en dessous de 8 % dans la plupart de ces communes. Prenons l'exemple du village de Szajk (786 habitants). Outre la coopérative agricole dont les terres s'étendent sur le territoire de six villages (3000 ha) et l'entreprise industrielle fabriquant des motocycles, le village accueille une quarantaine de petites entreprises (restaurant, boulangerie, épicerie, artisans du bâtiment). Le taux de chômage a tendance à s'élever dès que la situation d'enclavement des villages s'accuse comme à Liptód, petit village de 267 habitants, mal relié par une mauvaise route. Parmi ces communes, Versend fait figure de cas atypique : une forte croissance démographique résultant d'un croît naturel et d'un solde migratoire positifs, un faible nombre d'entreprises et un taux de chômage très élevé (24,5 %) avec une proportion importante de chômeurs de longue durée. C'est aussi la seule commune où la part de population déclinant une affiliation tsigane est forte, supérieure à 30 %.

### **Une nouvelle structuration des relations locales à travers des projets communs**

Les anciens conseils communs, imposés par le régime communiste, ont été dissous dès 1990. Les petits villages ont pris leur distance

par rapport à une situation qu'ils percevaient comme un lien de subordination au village-centre. Le village de Töttös, regroupé avec quatre autres petites localités dans un conseil commun siégeant à Bóly, s'est séparé pour retrouver son indépendance, tandis que les quatre autres communes optaient pour un office notarial commun, une solution beaucoup moins contraignante que les anciens conseils communs. Le plus souvent, deux ou trois villages ont accepté cette forme administrative de regroupement communal. C'est le cas de Liptód (267 habitants) qui dépend de Babarc (818 hab.), de Monyorod (207 hab.) par rapport à Szederkeny (1870 hab.). C'est dans le domaine des équipements scolaires que la coopération progresse avec le plus de succès. Tous les élèves de Töttös, les élèves du primaire (enfants de cinq à huit ans) de Szajk, de Borjad, une partie de ceux de Babarc et de Liptód se rendent à Bóly pour poursuivre leur scolarité.

Autour de Bóly, les municipalités jouent la carte de la concertation et du partenariat. Le dynamisme du maire de Bóly a fait des émules dans les communes voisines. Les maires de Szajk, de Szederkeny, de Babarc se sont rapprochés de lui afin de participer à des projets communs. Le maire de Szajk souligne que la coopération avec les communes voisines est excellente et permet de répondre aux appels d'offre pour réaliser les équipements coûteux (gestion des déchets, tri sélectif, tout-à-l'égout). Ce sont surtout les projets d'aménagement ou de développement local qui fédèrent les initiatives des leaders locaux. Parmi ces projets figure en bonne place le tourisme viticole. L'association des vins blancs regroupe 13 communes sur le territoire desquelles s'étendent des vignobles pour la plupart établis au XVIII<sup>e</sup> siècle par des colons allemands. La plupart de ces villages ont conservé intacts les traditions et le savoir-faire d'une viticulture artisanale, à l'abri des celliers où l'on presse le raisin après la vendange et où le vin vieillit dans de vieux fûts. Comme nous l'avons dit, pour la plupart des petits producteurs, propriétaires de celliers, la viticulture est une activité de loisir. On « fait son vin » pour le déguster entre amis. Seules quelques firmes un peu plus importantes achètent le raisin en vue de la commercialisation du vin. Les grappes de raisin figurent à titre symbolique sur les armoiries qu'affichent les communes mais la viticulture participe davantage de la construction d'une nouvelle image que de la réalité d'une activité lucrative.

La revitalisation des relations sociales est une dimension forte des politiques de développement local que chaque municipalité s'efforce d'impulser. Des efforts sont entrepris pour redécouvrir et mettre en valeur le patrimoine culturel. Les églises et les temples qui n'avaient pu être entretenus pendant près de quatre décennies ont fait l'objet de travaux de restauration. Il en est de même des cimetières, des monuments aux morts mais également des places publiques. Chaque communauté tente de préserver les vestiges de l'ancien mode de vie paysan si brutalement éradiqué par le régime communiste. On aménage ici un musée (à Bóly), là une salle dans le bâtiment de la mairie (à Babarc), ou on acquiert une vieille demeure paysanne pour en faire un musée (à Liptód). Tous les habitants participent à la collecte des vieux objets (ustensiles ménagers, outils, vêtements de fête, métiers à tisser, etc.) pour les mettre en scène dans ces modestes lieux de la mémoire paysanne.

Dans cette région où réside une importante minorité allemande, l'institution représentant l'autonomie a pour rôle fondamental de conserver l'identité et la culture souabe, d'organiser des programmes culturels pour sauvegarder les traditions. Les communautés souabes sont particulièrement engagées dans ce qui est présenté comme un devoir de mémoire. Pour renouer avec les traditions de la vie communautaire d'antan, le calendrier est rythmé par des fêtes tout au long de l'année. La communauté souabe réaffirme ses traditions culturelles en même temps qu'elle participe de manière décisive au regain de dynamisme économique de la région. C'est une composante essentielle d'une mémoire sociale qui a son ancrage spatial dans la trame des villages de la colonisation allemande du XVIII<sup>e</sup> siècle. La répartition de l'habitat rural est un facteur de stabilité du système socio-spatial. Durable, elle n'a été remodelée qu'à la marge par des processus démographiques qui ont eu tendance à renforcer les densités des localités les mieux positionnées par rapport aux axes de circulation et à accentuer le dépeuplement des autres (au nord de la micro-région statistique).

### **Un système local complexe**

Plus diversifiée qu'il y a quinze ans, l'économie locale est à présent largement ouverte aux flux de capitaux des investisseurs, aux

fréquentations touristiques. Très peu de formes héritées ont disparu, le maillage collectiviste est resté quasi-inchangé. D'anciennes structures spatiales ont regagné de l'importance, à travers la vitalité de la viticulture, par exemple. Des structures relevant de temporalités multiples sont entrées dans une interaction féconde. À partir du patrimoine paysager et architectural hérité, les initiatives de quelques acteurs plus entreprenants ont permis de créer une nouvelle ressource, le tourisme rural. Matérialisées par les traces qu'elles ont laissées, les structures spatiales ont été remodelées et réintégrées comme composantes actives du système. La configuration spatiale du système local sort recomposée de deux décennies de changement.

D'autres héritages d'ordre mémoriel prenant appui sur les lieux ont joué un rôle déterminant. Mémoire enfouie et refoulée des expulsions et des dépossessions, tout un lent et délicat travail de réhabilitation est en cours. Prônée par une poignée de représentants de l'élite locale, l'acceptation de l'altérité au sein d'une société multi-culturelle progresse mais en laissant à l'écart diverses catégories d'exclus (chômeurs et tsiganes).

En un peu plus d'une décennie, le système local de Bóly n'a pas seulement changé de configuration, il a changé d'échelle. En dépit de sa taille modeste, la commune a accédé au statut de ville en 1996. Cette promotion témoigne du dynamisme socio-économique prenant appui sur une gestion municipale entreprenante. Bóly est devenu un véritable pôle d'activité à l'échelle de toute la partie occidentale de la micro-région statistique (*kisterség*), incluant dans sa zone d'influence directe les communes de Liptód, Babarc, Nagynyarad, Sathorely. Plusieurs indicateurs expriment cette prospérité retrouvée : le niveau de revenus, le degré de motorisation de la population. L'ascendant qu'exerce le maire de Bóly sur les maires des villages voisins est le signe de l'adhésion aux projets nés de l'intercommunalité. Créée en 1997, l'association micro-régionale de Mohács s'est révélée active pour monter des dossiers afin d'obtenir des financements européens. Ses priorités en matière de développement local ont été définies : tourisme, route des vins, desserte des exploitations viticoles, formation à l'informatique. L'échelon micro-régional est devenu un niveau important de structuration de la vie de relations.

## **L'ÉLARGISSEMENT DU TERRITOIRE D'ACTION PUBLIQUE**

### **L'institutionnalisation de l'échelon micro-régional**

En 2004, le gouvernement hongrois a tenté d'institutionnaliser le niveau micro-régional en tant qu'unité administrative et pas seulement en tant que niveau de développement territorial<sup>24</sup>. Une proposition d'amendement de la loi sur le développement régional et l'aménagement du territoire a été mise en discussion au parlement et adoptée le 21 juin 2004. Elle introduit la création de conseils de développement régional dans les 168 micro-régions statistiques désignées par l'Office national de statistique (KSH)<sup>25</sup>. Les compétences de ces conseils concernent la coordination des tâches de développement micro-régional : adoption de stratégies et de programmes d'aménagement. Les maires, les représentants des chambres économiques et ceux des organisations sociales fonctionnant sur le territoire en sont membres. Ils ont la possibilité d'inviter des partenaires de la société civile. Ces conseils se réunissent au minimum une fois par an pour répartir entre les communes associées les ressources de deux fonds, le TEKI (Fonds de développement destiné au ré-équilibre du territoire) et le CEDE (Fonds destiné à des projets spécifiques). L'adoption de ce cadre institutionnel devait permettre de rationaliser l'utilisation des financements destinés au développement local.

Parallèlement à cette réforme, le ministère de l'Intérieur en charge des collectivités locales a cherché à renforcer l'intercommunalité en créant des associations micro-régionales à vocation multiple, tout en respectant le principe de la liberté d'association des communes. L'objectif est de s'assurer que les tâches de service public incombant aux collectivités locales soient effectivement exercées par des associations couvrant le territoire de la micro-région statistique. À

---

<sup>24</sup> Le concept de micro-région peut être défini comme une unité territoriale formée par les relations fonctionnelles unissant un groupe de localités voisines, sans que soient spécifiés les critères de délimitation. La loi XXI sur l'aménagement du territoire adoptée en 1996 identifie le concept de micro-région avec des formes d'organisation nées des initiatives locales. Pourtant, les relations entre le concept de micro-région fonctionnelle et l'institution associative ne sont pas claires.

<sup>25</sup> Les conseils de développement local portent le nom de KFTT (Kistérségi fejlesztési tarsulas tanacsja) et fonctionnent dans les limites des micro-régions statistiques officielles.

condition d'offrir au moins trois types de services publics<sup>26</sup>, les associations micro-régionales sont éligibles aux subventions prévues au budget. La loi CVII du 18 novembre 2004 reconnaît les responsabilités de ces associations micro-régionales à vocation multiple, spécifie le contenu des accords d'association et les critères des dotations financières attribuées sur le budget central afin d'optimiser l'usage des ressources publiques affectées au niveau micro-régional<sup>27</sup>. Ces associations micro-régionales à vocation multiple doivent permettre de rationaliser l'organisation des services publics en favorisant un développement coordonné des territoires. Ces structures sont administrées par des conseils qui portent le nom de Conseil de la micro-région à vocation multiple (*TFTT Többsételei fejesztési tarsulas tanacsja*) où siègent les maires des communes associées. Avec la mise en œuvre de ce nouveau dispositif, une étape décisive de la restructuration de l'échelon micro-régional, devenu un niveau de développement territorial, est franchie. La réforme tend à faire fusionner les maillages d'intervention territoriale et d'action publique autour de l'échelon micro-régional officiel (Nuts 4) pour en faire une institution multifonctionnelle (administration, services publics, politique de développement).

### **Luttes d'influence autour de la micro-région**

En 2004, la micro-région statistique de Mohács a changé de limites et d'organisation. Sa superficie est passée de 879 km<sup>2</sup> à 846 km<sup>2</sup> et elle a perdu quatre communes rattachées à la micro-région voisine de Pécsvarad. Le siège de l'association micro-régionale a été transféré de Bóly à Mohács, un centre urbain plus important mais en position relativement excentrée sur les rives du Danube. En conséquence, le maire de Mohács est devenu le Président du conseil micro-régional<sup>28</sup>, une fonction auparavant exercée par le maire de Bóly. La population de la micro-région qui s'élève à 53 645 habitants se répartit entre de

<sup>26</sup> Trois types parmi les domaines suivants : enseignement et éducation, santé, services sociaux, protection familiale et de l'enfance, activités culturelles, transport public, entretien de la voirie, gestion et traitement de l'eau, services communaux, protection de l'environnement, gestion des déchets, etc.

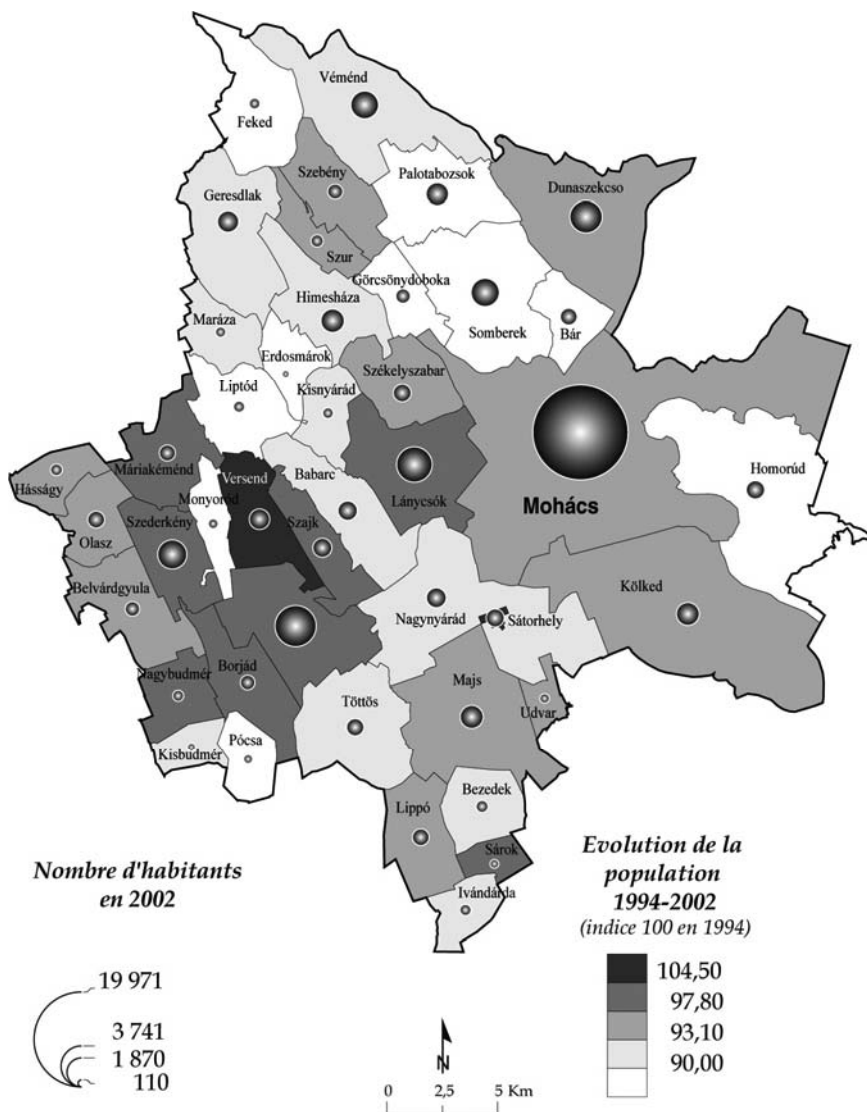
<sup>27</sup> Le système morcelé des dotations normatives d'État est remplacé par un système plus simple et plus transparent.

<sup>28</sup> Le notaire de la municipalité de Mohács dirige l'office micro-régional.



petits villages (18 ont moins de 500 hab., 120 ont de 500 à 2000 habitants). Seules cinq communes ont plus de 2000 habitants.

**Carte 1. Répartition et dynamique de la population dans le kistérség de Mohács**



EHESS – J-C. Raynal, 2006  
 Source : Statistiques nationales, 2004

En mettant en place un cadre de coopération intercommunale contraignant, la réforme intervenue en 2004 a fait perdre leur cohérence et leur pertinence aux « territoires de projets » qui s'étaient esquissés, de 1997 à 2004, à l'initiative de la municipalité de Bóly. En raison des liens de coopération noués avec les communes environnantes, la petite ville de Bóly se vit comme le compétiteur direct de la ville de Mohács, siège administratif de la micro-région à vocation multiple. Par rapport à l'expérience antérieure qui avait vu le renforcement de la cohésion territoriale autour de la petite ville de Bóly, les changements intervenus au tournant de 2004-2006 ont apporté échec et déceptions.

En effet, la nouvelle micro-région à vocation multiple n'emprunte pas la même trajectoire de réussite socio-économique. L'association micro-régionale à vocation multiple s'est engagée à organiser des services en matière d'éducation publique (logoped, orientation professionnelle), de services sociaux (protection de l'enfance) et de santé publique (permanence médicale). Des subventions ont été obtenues pour élaborer une conception de développement de l'emploi, ainsi que pour préparer des plans d'aménagement intercommunaux. Toutefois, en 2006, la micro-région a échoué à obtenir la reconnaissance de sa stratégie de développement dans le cadre du programme européen LEADER+. Le projet proposait deux types d'action : le développement d'activités parascolaires permettant d'employer des chômeurs et le renforcement de l'attractivité touristique<sup>29</sup>. Le rejet du dossier par le ministère (MADR) est venu révéler les difficultés de fonctionnement de la nouvelle structure micro-régionale. Outre une volonté politique de coopération, il manquait un vrai travail de coordination au sein de cette structure. Les raisons de l'échec tiennent autant au motif invoqué par le manager (faible capacité de lobbying) qu'au déficit de cohésion des partenaires locaux. L'échec du projet LEADER risquait d'entraîner la scission de la micro-région en deux unités territoriales, l'une animée par Bóly, l'autre centrée sur Mohács. Une demande de scission a été déposée auprès du Conseil de département qui a tergiversé avant que le Ministère en charge des collectivités territoriales ne rejette la demande.

---

<sup>29</sup> Le périmètre du territoire de projet regroupait 30 communes sur les 43 formant la micro-région.

## **La formation d'un vaste « territoire de projet » : le GAL de Zengö-Duna**

La mise en œuvre de la politique européenne de développement rural (2007-2013) a donné l'occasion à Bóly de réaffirmer son rôle de pôle micro-régional. La formation des Groupes d'Action Locale (GAL) s'est avérée périlleuse en raison de la volonté du pouvoir central d'encadrer étroitement le processus de leur formation. Dès les premiers mois de l'année 2007, il a été question de former des GAL plus grands (d'une population d'au moins 50 000 habitants, certains évoquant même 100 000 habitants). Les acteurs locaux (maires, managers) ont dû réfléchir aux regroupements possibles, un processus qui revêt une portée hautement politique au niveau micro-régional. Le sujet mobilise les responsables politiques occupant des fonctions à la tête des circonscriptions électorales (les députés), les présidents des conseils de micro-régions, les maires des municipalités des villes et des villages-centre. Chacun de ces notables est inséré dans un réseau de relations politiques en lien avec des orientations partisans et/ou dans des réseaux de type clientéliste. Dans ce contexte, il est déterminant de bien choisir les micro-régions partenaires au sein des GAL élargis, pour savoir sur quels soutiens compter. Au-delà de la recherche d'appuis politiques, la logique de formation des périmètres de projets peut répondre à un souci de renforcement de la cohésion territoriale.

Sous couvert de renforcer les GAL, il s'agit de faire coïncider leur périmètre avec les territoires d'au moins deux micro-régions si possible formant une seule circonscription électorale. Les possibilités de regroupement ne sont pas infinies. Dans le cadre du Baranya, ces regroupements peuvent se faire à l'initiative des pôles micro-régionaux les plus dynamiques, en mesure d'exercer leur attraction sur les communes de la micro-région voisine et d'imposer leur logique territoriale.

En août 2007, des contacts sont pris entre la micro-région de Bóly et celle de Pécsvarad. Le regroupement des 42 communes de la première avec les 20 communes de la seconde couvre un périmètre peuplé de 45 000 habitants. La réunion des deux micro-régions correspond avec la circonscription électorale du député maire de Mecsek-Nadasd (micro-région de Pécsvarad). Les intérêts sont divers ce qui peut poser problème lors du partage des financements. La

micro-région de Bóly est en position de force. Cette reconfiguration du cadre de l'action publique territoriale s'opère au bénéfice d'un renforcement du rôle des maires les plus actifs dans la démarche LEADER. Le cadre micro-régional élargi devient le maillage officiel de l'action publique territoriale.

### **Les initiatives locales dans le GAL de Zengő-Duna**

L'appellation choisie par le regroupement des deux micro-régions évoque la complémentarité entre la région des collines (Zengő), au pied des monts Mecsek, et la plaine du Danube (Duna). La communauté rurale (HVK)<sup>30</sup> ainsi formée comporte 215 membres et 60 communes. Le travail de préparation du GAL a été conduit par les deux bureaux de développement rural (HVI), créés au printemps 2007, à Bóly et à Péscvarad. Au départ, il s'agissait d'une simple vision partagée indiquant les priorités des deux micro-régions. Une fois créée, la communauté (HVK) a rédigé le document final et le périmètre du GAL de Zengő-Duna a été constitué<sup>31</sup>. En réalité, l'initiative du projet a été prise par le maire de Bóly (M. J. Harz), qui est le véritable leader, en particulier par sa fonction de président de la micro-région à vocation multiple. Deux autres maires ont joué un rôle moindre. La rédaction de la stratégie a été confiée à un bureau d'études de Pécs qui avait antérieurement travaillé sur les documents programmatiques de la micro-région. En interne, la communauté rurale a organisé une bourse aux idées qui a réuni, selon les secteurs économiques ou les thèmes d'intervention, de petits groupes de travail associant les personnes ou les groupes les plus actifs.

Les premiers projets ont été déposés en janvier 2009. Leur répartition en fonction des mesures inscrites au titre de l'axe 3 de la politique européenne de développement rural éclaire la logique qui a prévalu.

---

<sup>30</sup> Dans un premier temps est formée une communauté rurale qui se présente comme le porteur de projet de GAL.

<sup>31</sup> À l'origine de l'initiative, un autre projet de GAL avait été conçu selon une logique différente. La communauté souabe, très présente dans les deux micro-régions souhaitait créer un groupe LEADER sur une base ethnique. Le projet se fondait pour l'essentiel sur la promotion d'activités culturelles à caractère identitaire comme l'organisation de danses folkloriques en costume et d'événements festifs.

Dans la micro-région de Pécsvarad : aide aux petites entreprises (5), rénovation des villages (13), tourisme rural (11), patrimoine rural (2), soit 31 projets.

Dans la micro-région de Bóly : aide aux petites entreprises (21), rénovation des villages (37), tourisme rural (28), patrimoine rural (17), soit 103 projets.

Les données chiffrées attestent d'une dissymétrie entre les deux micro-régions qui reflète en partie le déséquilibre démographique et un inégal dynamisme.

Le maire de Pécsvarad<sup>32</sup> souligne la précarité de la situation socio-économique de sa micro-région et déplore que les deux tiers des projets se localisent dans la micro-région de Bóly qui est plus peuplée et qui concentre la plus grande partie des activités économiques. La micro-région de Pécsvarad souffre d'un tissu économique plus fragile. Si après une passe difficile, Bóly est parvenu à sortir son épingle du jeu de la nouvelle donne territoriale en prenant la tête d'un GAL élargi, il semble que son champ d'action atteigne là ses limites. La maîtrise de la démarche LEADER n'a posé aucune difficulté à un édile rompu à une conception stratégique du développement local.

## **Conclusion**

L'exemple des transformations qui ont affecté le système socio-spatial de Bóly révèle l'importance des configurations d'acteurs sociaux dans les arrangements institutionnels tant politiques qu'économiques. Si, au lendemain du changement de régime, la trajectoire est apparue dépendante du chemin de sortie du collectivisme, elle s'inscrit aussi dans l'histoire longue du peuplement et de la mise en valeur de ce territoire par les communautés rurales d'origine souabe. Un long processus d'accumulation de savoir-faire a permis de constituer un ensemble

---

<sup>32</sup> Au final, le programme LEADER lui semble une démarche complexe et coûteuse, complexe en raison du formalisme et de la lenteur des procédures, coûteuse en raison du surcoût qu'impliquent le recours à un bureau d'étude et le temps passé à l'évaluation des projets.

de ressources spécifiques qui peuvent être mobilisées par les acteurs locaux.

Il s'agit en premier lieu de la grande agriculture moderne, qui a traversé les épreuves au prix d'ajustements structurels, le passage du grand domaine à l'exploitation collective (ferme d'État), puis celui du combinat à la grande entreprise agro-industrielle sociétaire de Bóly RT. La résilience de la grande agriculture a été assurée par l'existence d'un système agro-industriel territorialisé (le combinat et son réseau de partenaires), créateur d'économies externes liées à la densité des équipements productifs et à la proximité entre acteurs.

En deuxième lieu, la viticulture donne l'exemple d'une activité qui renaît grâce à l'impulsion d'une poignée d'entrepreneurs maîtrisant savoir-faire technique et valorisant le patrimoine (composante du capital social de la communauté locale). C'est par une stratégie d'adaptation habile que le système cherche à spécifier les actifs de la viticulture pour construire le socle d'un tourisme viticole, composante de la diversification de l'économie locale.

La réussite du passage à l'économie de marché par le système d'acteurs local repose en fait sur des processus d'apprentissage collectif, fondés sur une éthique du travail, des savoir-faire, un esprit d'entreprise qui doivent beaucoup à la culture de la communauté souabe. Les efforts d'adaptation ont été relayés et coordonnés par la municipalité de Bóly qui n'a eu de cesse de rechercher une intégration plus étroite des mécanismes productifs et des soutiens institutionnels.

Avec l'ouverture de l'économie hongroise à la globalisation, un processus de polarisation du développement au profit des lieux les plus actifs s'est opéré. L'achèvement du nouvel axe autoroutier reliant la Transdanubie méridionale à la métropole hongroise et qui passe à quelques kilomètres de Bóly ne manquera pas de renforcer cette tendance. La mobilité accrue de la société hongroise contribue à reconfigurer les systèmes socio-spatiaux et à modifier les échelles d'intervention. En dépit du caractère inachevé de la réorganisation de l'architecture politico-administrative du pays, le système local est parvenu à s'adapter et à tirer le meilleur parti des changements intervenus. Le village de Bóly est devenu le pôle incontesté du développement micro-régional. À l'épreuve du modèle européen, les

acteurs locaux, sous la houlette d'un édile déterminé, ont su mobiliser leurs forces et apporter la preuve de leur dynamisme.

## **Bibliographie**

A Mohács Térségi Területfejlesztési Társulás 2000. évi vidékfejlesztési programjának aktualizálása, helyzetfeltrátás és Strategia (2004) [Actualisation du programme de développement rural de l'an 2000 de la "Communauté des commune d'aménagement du territoire de Mohács" – analyse de la situation, stratégie]. Pécs : Eco-Cortex. Tanácsadó Iroda – Mohács Térségi Területfejlesztési Társulás.

BARTA, G., FEKETE, E., KUKORELLI SZÖRENYINE, I., TIMAR, J. (2005) *Hungarian Spaces and Places: Patterns of Transition*. Pécs : Centre for Regional Studies.

CSATÁRI, B. (2005) "Major changes in the Hungarian micro-regions." In *Rural development capacity in Carpathian Europe 3, Rural areas and development*, dir. Z. Florianczyk, K. Czapiewski, 79-94. Varsovie.

DEPRAZ, S. (2005) "Développement local et politiques de gestion des communes rurales en Hongrie centrale." *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n° 2 : 168-181.

HAJDU, Z., 1999, *Regional processes and spatial structures in Hungary in the 1990's*. Pecs : Hungarian Academy of sciences.

KOVACH, I., GRANBERG, L. (dir.) (1998) *Actors on the changing European Countryside*. Budapest : Institute for Political Science.

KOVACH, I. (2002) "Leadership, Local Power and Rural Restructuring in Hungary." In *Leadership and Local Power in European Rural Development*, dir. K. Halfacree, I. Kovach, R. Woodward, 91-144. Aldersot : Ashgate.

KOVACS, K. (2003) "The agricultural restructuring in Hungary 1990-2001." *Geographia Polonica* 76, n° 1 Spring : 55-72.

KOVACS, K. (1990) "The basic features of local society in Németsbóly between the two world wars. A socio-historical outline." *Tér és Társadalom* 4, n° 1 : 33-76.

KOVACS, T. (1998) "The Situation of the Rural Areas of Hungary in the Mids-1990's." *Eastern European Countryside* 4 : 75-82.

KUKORELLI SZÖRENYINE, I. (2005) "The appearance and role of micro-regional co-operations in the Hungarian spatial development." *Geografický Časopis* 57, n° 3 : 229-246.

MAUREL, M.-C. (dir.) (1992) "Les décollectivisations en Europe centrale, tome I : Autopsie d'un mode de production." *Espace rural*, n° 30, 270 p.

MAUREL, M.-C. (dir.) (1994) "Les décollectivisations en Europe centrale, tome II : Itinéraires de privatisation." *Espace rural*, n° 33, 190 p.

MAUREL, M.-C. (1994) *La transition post-collectiviste. Mutations agraires en Europe centrale*. Paris : L'Harmattan (coll. Pays de l'Est).

MAUREL, M.-C. (1998) "Decollectivization Paths in Central Europe : Towards Which New Models ?" *Eastern European Countryside*, n° 4 : 19-36.

MAUREL, M.-C. (2000) "Patterns of Post-Socialist Transformation in the Rural Areas of Central Europe." In *Regions and cities in the global world*, dir. G. Horvath, 141-158. Pécs.

MAUREL, M.-C. (2006) "The Resetting of Rural Areas in Post-Communist Central Europe." *Pecsi Politikai Tanulmányok* III : 191-204.

PAL KOVACS, I. (1999) "Regional development and Local Government in Hungary." In *Regional processes and spatial structures in Hungary in the 1990's*, dir. Z. Hajdu, 53-76. Pécs : Hungarian Academy of sciences.



PFEIL, E. (1999) "Co-operation among local government as the foundation for regional subdivision." In *Regional processes and Spatial structures in Hungary*, dir. G. Horvath, 77-98. Pécs : Centre for Regional studies.

SOOS, G., KALMAN, J. (2002) "Report on the State of Local Democracy in Hungary." In *The State of Local Democracy in Central Europe*, dir. G. Soos, G. Toka, G. Wright. Budapest : Open Society institute.

STARK, D., BRUSZT, L., (1998) *Postsocialist pathways, Transforming Politics and Property in East Central Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.

SWAIN, N. (1999) "Agricultural Restitution and Co-operative. Transformation in the Czech Republik, Hungary and Slovakia." *Europe-Asia Studies*, n° 51 : 1199-1219.